

Principales conclusions de la 24^{ème} réunion annuelle du Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (RPCA), Dakar, Sénégal

Introduction

La 24^{ème} réunion annuelle du RPCA s'est tenue à Dakar du 25 au 27 novembre 2008 avec pour le thème central « Rôle et importance du marché sur la sécurité alimentaire ». Etaient représentés les pays membres du CILSS et de la CEDEAO, les institutions sous régionales et internationales (CEDEAO, CILSS, CSAO, UEMOA, BCEAO), les agences du système des Nations Unies (FAO, PAM, OCHA, OMM), FEWS Net, les partenaires au Développement (USA, France, Italie, Canada, Allemagne, Autriche, Commission européenne), des Centres de recherche (ISRA, IRD, CORAF/WECARD), la société civile (Associations des Transformatrices de céréales et des produits locaux), des ONG (Afrique verte, OXFAM, Save the Children, FICR) et les parlementaires de la CEDEAO. La cérémonie d'ouverture, placée sous la présidence de S.E.M. Cheikh Hadjibou SOUMARE, Premier Ministre du Sénégal, s'est déroulée en présence de SEM Hamath SALL Ministre de l'Agriculture, M. Sidy GUEYE, Directeur de Cabinet du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature, des Bassins de rétention et des Lacs artificiels, M. Alhousseini BRETEAUDAU, Secrétaire exécutif du CILSS, Monsieur Ivan ROBERTS, M. Jean Sibiri Zoundi représentant le Directeur du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest/OCDE. La cérémonie de clôture a été présidée par SEM le Ministre d'Etat, Ministre de l'Environnement, de la protection de la nature, des bassins de rétention et des lacs artificiels.

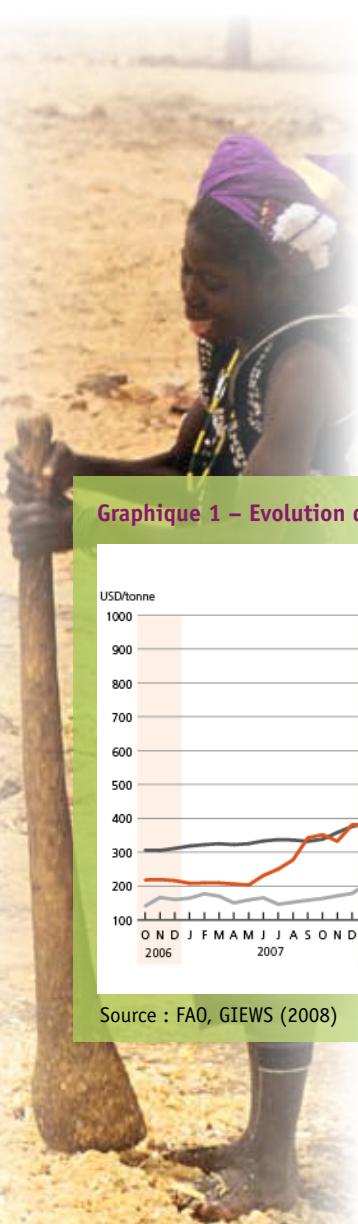
Cette note a pour objet d'informer les décideurs des États et des Organisations Intergouvernementales (CILSS, UEMOA, CEDEAO) ainsi que les autres acteurs de la sécurité alimentaire sur quelques conclusions et recommandations importantes.

Principales conclusions

Sans perdre de vue les mesures de relance de la production, les débats ont portés essentiellement sur les instruments de régulation du marché : (i) la gestion des stocks (villageois, national et régional) ; (ii) la transformation et la commercialisation des produits locaux ; (iii) le renforcement du marché régional et la fluidification des échanges dans la région. Les principales conclusions sont les suivantes :

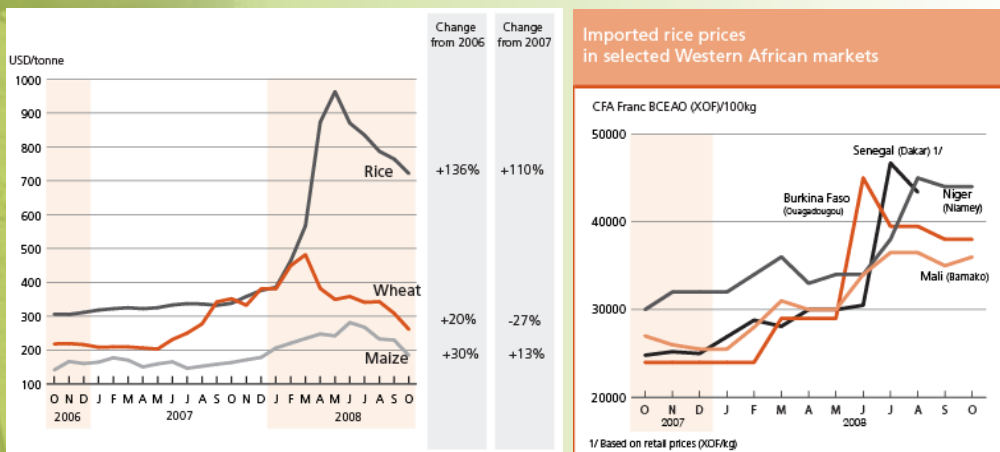
- **La production des céréales sèches locales traditionnelles (mil, sorgho, maïs) est excédentaire par rapport aux besoins de la région.** Au cours de la campagne 2008 – 2009, La production de céréales traditionnelles est estimée à 45 millions de tonnes et la production de riz à 9 millions de tonnes de riz en Afrique de l'Ouest, soit un total de 54 millions de tonnes toutes céréales confondues. Dans le Sahel, la production céréalière globale, estimée à 15,5¹ tonnes, est en augmentation de 21% par rapport à la campagne 2007/2008 et 24% par rapport à la moyenne des 5 dernières années. En plus de la bonne pluviométrie, cette production record est due en grande partie aux mesures prises par les Etats pour soutenir la production, notamment les subventions et les distributions gratuites d'intrants, mesures fiscales, etc. Malgré ce bilan globalement excédentaire en céréales sèches, certains pays sahéliens (Cap vert, Mauritanie, Gambie et Guinée Bissau) restent cependant déficitaires par rapport aux besoins de consommation.

1 Cette estimation n'inclut pas les prévisions du Sénégal dont les analyses sont en cours.



► **La production de riz a connu une forte augmentation mais le niveau de prix reste largement en dessus de la moyenne saisonnière interannuelle.** Dans les pays membres du CILSS, la production de riz a connu une très forte hausse variant entre 13% et 200% par rapport à la campagne agricole précédente. Cette augmentation de la production est due essentiellement aux mesures et initiatives d'appui à la production prises par les gouvernements. Comme le montre le graphique 1, la diminution des cours du riz sur le marché international a eu comme conséquence une légère tendance à la baisse des prix du riz importé en Afrique de l'Ouest. Cependant, cette tendance à la baisse ne doit pas occulter le fait le niveau des prix reste largement supérieur à la moyenne saisonnière interannuelle.

Graphique 1 – Evolution des prix de riz au niveau mondial et en Afrique de l'Ouest.



Source : FAO, GIEWS (2008)

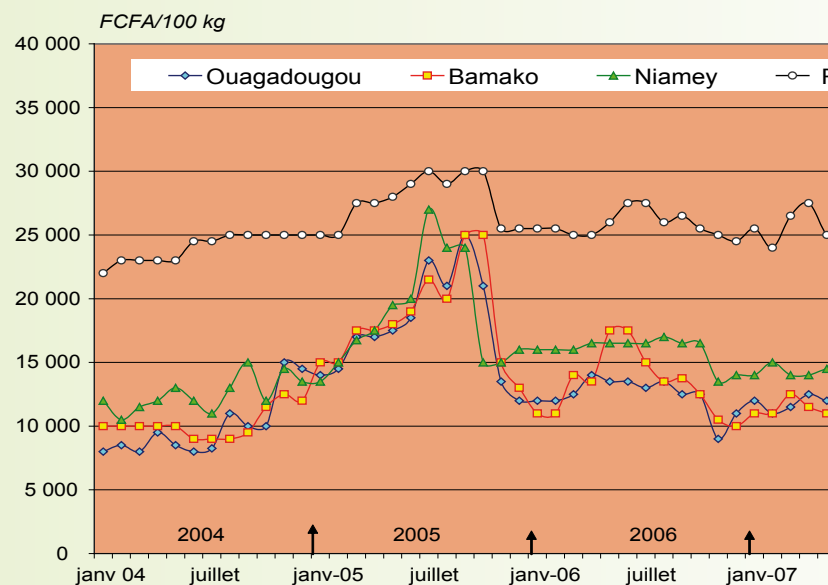
En dépit d'un important potentiel de production, la région reste fortement dépendante des importations de riz. **La production locale ne couvre qu'environ 50% des besoins de consommation et les importations de riz et de blé représentent plus de 90% de l'ensemble des importations céréalières** des pays membres du CILSS. Cette situation interpelle les États pour une pérennisation des mesures de relance de la production prises par les gouvernements au cours de la campagne 2008/2009.

Cette interpellation rejoint la recommandation faite par les parlementaires de la CEDEAO réunis en session extraordinaire à Niamey entre le 22 et le 26 novembre 2008.

La question du marché reste une préoccupation majeure. Malgré la relative disponibilité alimentaire, la question de la fluidification des échanges demeure un défi majeur méritant une attention particulière de la part des décideurs de la région. En 2008, tout comme en 2005, plusieurs pays de la région ont pris des mesures interdisant l'exportation de certains produits agricoles en dépit des accords régionaux portant sur la libre circulation des biens. L'interpellation des décideurs politiques sur la nécessité de respecter la libre circulation des biens avait été déjà faite lors de la dernière réunion du RPCA en novembre 2007 et reste toujours d'actualité en 2008. Certaines initiatives concernant les systèmes de stockage et les bourses de céréales dont le but est la fluidification des échanges entre zones déficitaires et excédentaires méritent d'être renforcées.

La vulnérabilité urbaine et la malnutrition des enfants et des femmes allaitantes doivent faire l'objet d'une attention particulière au cours de l'année 2009. La hausse des prix a mis en exergue l'importance de la prise en compte de la vulnérabilité urbaine dans le suivi de la situation

Graphique 2 – Comparaison du prix du mil et du riz importé (2004-2008)



Source : Afrique verte (2008)



alimentaire et nutritionnelle. Compte tenu du niveau encore élevé des prix et du caractère chronique de la malnutrition dans plusieurs pays de la région, la vulnérabilité en milieu urbain et rural et l'alimentation adéquate des enfants et des femmes allaitantes doivent être une priorité pour les interventions en 2009.

Le renforcement de la transformation des produits locaux est un instrument pouvant faciliter l'accès aux aliments. La transformation des produits locaux est une étape déterminante pour l'amélioration de la sécurité alimentaire dans la mesure où elle permet de minimiser les pertes post-récoltes, de créer des richesses (valeur ajoutée) et des emplois, d'assurer l'approvisionnement régulier en denrées alimentaires et de stabiliser l'offre et les prix des produits alimentaires. Des investissements soutenus dans ce domaine permettraient non seulement de renforcer l'accès aux denrées alimentaires mais apporteraient également une réponse au problème récurrent d'importations massives de certaines céréales comme le riz et le blé dont les prix ne cessent de grimper (Figure 2).

Renforcer la transformation des produits agricoles nécessite toutefois un engagement et un signal politique fort. Ceci a été le cas pour certains gouvernements qui ont pris de mesures visant à substituer graduellement les matières premières industrielles importées par les céréales locales (sorgho et maïs notamment). Ces expériences réussies montrent bien la possibilité d'une substitution graduelle des matières premières importées au niveau des brasseries et minoteries ainsi que dans la fabrication d'aliments de bétail. L'amélioration de la qualité et du conditionnement des produits locaux pourraient également permettre de conquérir le marché urbain.

Principales recommandations : quelles leçons tirées de la hausse des prix des denrées alimentaires

3

A l'issue des travaux de la réunion, plusieurs recommandations ont été faites aux Etats, aux agences de coopération, au CILSS, à la CEDEAO et au CSAO/OCDE.

Aux Etats, il a été recommandé

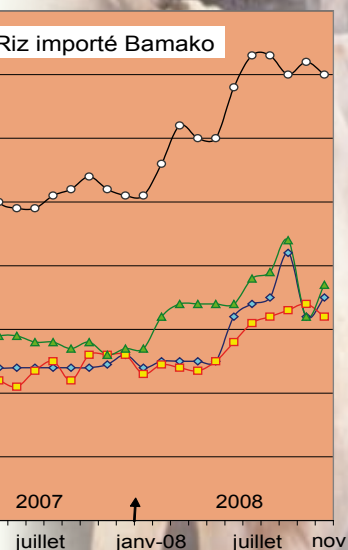
- ▶ D'appuyer la commercialisation des produits par l'octroi des facilités de crédits et d'initier des mesures de gestion des excédents ;
- ▶ De promouvoir les achats directs aux petits producteurs pour la reconstitution des stocks (communautaires, institutionnels et privés), en vue de renforcer leurs moyens d'existence et de les inciter à augmenter la production ;
- ▶ D'améliorer les capacités de stockage des Offices et d'encourager les bourses céréalières dans la sous région ;
- ▶ De promouvoir et mettre en œuvre des politiques de transformation agro-alimentaire en tant que moteur tirant la production agricole locale, créant des emplois locaux et dynamisant le marché régional de produits agro-alimentaires. A cet effet, il a été proposé aux Etats de définir des taux de TVA adaptés pour les produits transformés afin de promouvoir la transformation et la commercialisation des produits agroalimentaires locaux.

Aux agences de Coopération et aux Etats

- ▶ D'encourager et de soutenir la structuration et le renforcement des capacités des organisations de producteurs agricoles pour qu'elles soient plus efficaces dans la commercialisation des produits agricoles ;
- ▶ De renforcer les outils d'aide à la prise de décision et les capacités d'analyse des dispositifs nationaux et régionaux de prévention des crises alimentaire ;

Au CILSS, CEDEAO et CSAO/OCDE

- ▶ D'étudier la pertinence et la faisabilité d'un stock financier régional de sécurité alimentaire ;
- ▶ De réaliser des études d'impacts des mesures de relance de la production agricole prises par les Etats ;
- ▶ De conduire des analyses approfondies sur la question du marché régional de produits agricoles et agro-alimentaires en mettant un accent particulier sur les mécanismes de dynamisation et de régulation du marché ;
- ▶ De fédérer davantage les approches et les moyens dans les domaines des analyses de vulnérabilité et des programmes de lutte contre la malnutrition dans la région. A ce titre, au niveau régional, toute nouvelle initiative relative à l'analyse de la sécurité alimentaire, à la vulnérabilité et au renforcement



des systèmes d'information devra explicitement se référer au comité technique de coordination sur le cadre harmonisé d'identification et d'analyse des zones à risques et groupes vulnérables mise en place par le CILSS ;

- ▶ D'approfondir la méthodologie de suivi et d'analyse de la vulnérabilité urbaine.

Au cours de la réunion, les participants ont réaffirmé le rôle déterminant de la régulation du marché régional dans l'amélioration de la sécurité alimentaire. Cette préoccupation a conduit les membres du Réseau à recommander que la 25^e réunion annuelle qui aura lieu au Canada en décembre 2009, ait pour thème central « *marché et transformation des produits locaux* ». Les différents acteurs (États, OIG, Organismes et agences de coopération et de développement, Partenaires techniques et financiers, ONG, etc.) devraient entreprendre d'ores et déjà des analyses et la capitalisation d'expériences sur le sujet en vue de nourrir la réflexion lors la prochaine réunion.

Qu'est-ce que le RPCA ?

- ▶ Le Réseau de Prévention des Crises Alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (RPCA) a été créé en 1984 à une période où le Sahel était profondément affecté par une sécheresse sévère aux conséquences humaines et économiques dramatiques. Le Réseau regroupe plusieurs catégories de membres dont des agences d'aide bi et multilatérales (USA, CE, Canada, France, Italie, Autriche, Canada, etc.), des organisations internationales et sous-régionales et les Systèmes Régionaux de suivi de la sécurité alimentaire (CEDEAO, UEMOA, CILSS, CSAO/OCDE, FAO, FEWS NET, PAM, OMM, UNICEF, ECHO, OCHA, etc.), des ONG spécialisées (Oxfam, Afrique verte, FICR, Save the Children), des Organisations Professionnelles Agricoles (ROPPA), etc. Le RPCA constitue un cadre d'animation de réflexions et d'actions diverses sur la sécurité alimentaire de la région. En tant qu'espace de discussion et de réflexion libre et informelle, le Réseau à travers sa réunion annuelle, constitue un véritable cadre d'analyse permanente de la situation agricole et alimentaire mais également de prise de décision.
- ▶ Un des acquis majeurs du Réseau est l'adoption en 1990 de la Charte de l'aide alimentaire, document qui a beaucoup inspiré l'élaboration de Convention internationale sur l'aide alimentaire de Londres en 1999. Sous l'impulsion du Réseau le processus de révision de cette Charte est en cours depuis 2007. Un autre produit du RPCA est la Note d'Information mensuelle sur la Sécurité Alimentaire au Sahel et en Afrique de l'Ouest (NISA).
- ▶ Le Réseau est animé par le CILSS et le CSAO/OCDE. Plus d'informations sont disponibles sur le site du RPCA : www.food-security.net

Photos : Banque mondiale, Curt Carnemark, Yosef Hadar

Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest CSAO/OCDE
2 rue André Pascal – 75775 Paris Cedex 16 – France
Tel : +33 (0)1 45 24 19 82 – Fax : +33 (0)1 45 24 90 31
Site web : www.oecd.org/sah
www.westafricaclub.org
Contact : sibirijean.zoundi@oecd.org

**Comité Permanent Inter-Etats
de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS)**
03 BP 7049 Ouagadougou 03 - Burkina Faso
Tél : +226 50 37 41 25 - Fax: +226 50 37 41 32
Site web : www.cilss.bf
Contact : dramane.coulibaly@cilss.bf